

<https://divergences.be/spip.php?article1299>



Dans le métro de Caracas

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Avril, April 2009 No. 14 - Français - International - Vénézuela -

Date de mise en ligne : vendredi 17 avril 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Voici le texte d'un tract distribué le 19 mars 2009 dans le principal système de transport urbain de la capitale vénézuélienne. Nous avons intégré entre parenthèses quelques notes pour mieux comprendre ce conflit et ses acteurs. [El Libertario \(Venezuela\)](#)

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L385xH338/hugo_chavez_caricatura_represion1-865ca.jpg

Cela fait maintenant presque un mois que s'est tenue la plus importante assemblée impulsée et dirigée par les travailleurs super motivés du Métro de Caracas, afin de défendre de façon unitaire le contrat qui a satisfait à toutes les démarches légales pour être homologué par le ministère du Travail. Depuis cette date, le moral et la décision des travailleurs du métro n'ont pas varié : nous exigeons le respect du contrat homologué.

Il y a quelques jours, le gouvernement a demandé au peuple de le soutenir pour faire passer son amendement constitutionnel (il s'agit de celui permettant à Chavez de se représenter encore plusieurs fois aux élections présidentielles, NdT), mais il a par contre dressé toute une série d'obstacles contre nous dans le seul but de briser notre moral et de nous imposer un contrat au rabais, un contrat de famine. En effet, le gouvernement pense que s'il réussit à imposer aux travailleurs du métro un tel contrat, il pourra alors l'imposer à d'autres secteurs qui sont également en lutte.

Il s'agit d'une politique désastreuse, néfaste. Tout d'abord, le président Hugo Chávez a commencé par nier que « la crise du capitalisme puisse toucher le Venezuela ». Ensuite, il a déclaré que « si les prix du pétrole tombaient à zéro », cette crise ne nous toucherait pas non plus. Enfin, le gouvernement s'est retrouvé coincé avec la patate chaude et le 15 Février, une fois que l'amendement constitutionnel a été adopté, il a fini par « admettre » que nous sommes en crise et par proposer de nous serrer la ceinture.

Puis nous avons entendu, à Ciudad Piar, la DISIP (la police politique) et la DIM (les services secrets de l'armée) lancer toutes sortes de menaces à l'encontre des travailleurs d'autres entreprises dans l'Etat de Guayana (une zone industrielle au sud-est du pays, berceau de grandes industries de base). Un tel déploiement de sincérité est accablant. Le gouvernement parle désormais, mais surtout agit, de façon claire et il prétend se décharger sur nos épaules, nos familles et celles du reste des travailleurs dans le pays, de tout le poids de la crise capitaliste dont souffre l'humanité, en nous imposant des contrats de misère.

Pour couronner le tout, il nous vante les bienfaits du programme Madres del Barrio (programme gouvernemental d'aide sociale), comme si nous voulions retirer du budget de ces missions les ressources financières nécessaires pour respecter le contrat signé et homologué. On nous attaque en prétendant que ce contrat coûterait trop cher au pays, alors que l'unique chose qui coûte trop cher au pays c'est cette prétendue « transition au socialisme » fondée sur les salaires et les conditions de vie privilégiés des députés, des ministres, des présidents de sociétés, et du ministre des Affaires étrangères qui prétend non seulement être un fonctionnaire de l'Etat mais aussi un dirigeant syndical.

Il s'agit d'une campagne de terreur dans le seul but de casser notre moral.

Et nous devons la dénoncer avec force. Cette campagne est menée par Claudio Farias (président du Metro de Caracas), le ministre Diosdado Cabello (haut fonctionnaire et l'un des chefs de file de la bolibourgeoisie), Nicolas

Maduro (actuel ministre des Affaires étrangères et bolibourgeois notoire, qui a autrefois été syndicaliste du métro), et Francisco Torrealba (bureaucrate syndical super-chaviste) et avec l'assistance du Président Hugo Chávez, comme il l'a lui-même admis dans son discours à Ciudad Piar.

Ils unissent donc leurs efforts et mettent le paquet afin de ruiner les aspirations des travailleurs du Metro, et créer un précédent pour les autres travailleurs de ce pays. Tout cela n'a rien de socialiste. Derrière ce discours, se cachent la barbarie de l'exploitation capitaliste et l'intention claire de nous faire payer la crise, à nous les travailleurs.

Nous avons déjà mis en garde contre le rôle que joue le syndicat lors de l'assemblée du 17 février, et nous demandons la démission de sa direction. Cette équipe syndicale n'a jamais été à la hauteur de nos exigences, elle n'a pas montré la solidité et la détermination nécessaires durant la période de discussion du contrat, et encore moins durant la période conflictuelle qui s'est ouverte ensuite. Après avoir organisé cette assemblée, la direction du syndicat n'a plus jamais consulté les travailleurs et n'a fait aucun effort pour organiser la pression des travailleurs et les mobiliser. Elle fait courir le bruit que, dans quelques heures ou quelques jours, elle arrivera à conclure un accord « intermédiaire » avec la société du Métro de Caracas, et nous devons être vigilants, car il est très probable qu'elle va essayer d'imposer ce nouveau contrat au rabais sans consulter les travailleurs. Cela s'appelle une trahison, cela n'a pas d'autre nom, la trahison de nos revendications votées lors de l'assemblée du 17 février, pour défendre le contrat homologué.

Nous, travailleurs du métro, faisons appel à tous les travailleurs du pays. Nous lançons un avertissement solennel pour que tous soient vigilants et empêchent cette mesure que tente de nous imposer le gouvernement, qu'ils l'empêchent de briser la lutte et les aspirations des travailleurs. Ce gouvernement qui veut bloquer les droits des travailleurs, limiter voire de suspendre notre droit d'avoir une convention collective, restreindre le fonctionnement libre et autonome de nos syndicats et s'ingérer dans leur fonctionnement, menacer notre droit à la grève, en nous envoyant la Garde nationale (cette garde "bolivarienne" est une police militarisée traditionnellement chargée de réprimer les protestations sociales) et la DISIP pour qu'elles encerclent les installations du métro. Cela, ce n'est pas le chemin vers le socialisme. Sans la lutte autonome des travailleurs, jamais nous n'avancerons vers le socialisme.

Le paternalisme et l'intervention de l'État n'ont qu'un seul but : que nous, les travailleurs, payons la crise et nous, travailleurs du métro de Caracas, le refusons. Nous ne renonçons pas à notre contrat homologué, nous rejetons toute tentative du syndicat de le modifier dans notre dos, et appelons à la constitution d'un vaste réseau de soutien et de solidarité avec notre lutte.

Informations transmises par El Libertario

(Traduit par Ni patrie ni frontières, mondialisme.org)